



CETTE SEMAINE

MENACE DE DISSOLUTION

MOTION DE REJET

MARCHE DU 29 SEPTEMBRE

DETTE DE L'UNÉDIC

ILS ONT OSÉ !

ÉCRITURE INCLUSIVE

Ce jeudi, le **groupe LR** déposait une **proposition de loi** "visant à **sauvegarder la langue française** et à réaffirmer la place fondamentale de l'Académie française". **L'objectif : interdire l'écriture inclusive**, mais aussi la publication par les associations ou syndicat de **tout texte ne respectant pas les codifications de l'Académie française** : la voici érigée en police politique ! Mais les député.es signataires de la proposition de loi ne se sont même pas donné la peine de se relire, et ont réussi à glisser **6 fautes d'orthographe et de syntaxe** dans un texte de 3 pages. **Ils veulent défendre la langue de l'Académie ? Qu'ils arrêtent d'écrire !**

LE BULLETIN CLOUET

Hadrien Clouet, député de la 1^{re} circonscription de la Haute-Garonne
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE

À L'ASSEMBLÉE

ARME DE DISSUASION PARLEMENTAIRE



© Coco, Libération (16/09/2022)

Il y a quelques semaines, Emmanuel Macron faisait courir le bruit d'une **réforme des retraites par voie d'amendement** à la loi de financement de la Sécurité sociale. Quelques jours plus tard, le gouvernement minoritaire sortait l'artillerie lourde, **Elisabeth Borne n'hésitera pas à utiliser l'article 49-3 de la Constitution** pour faire passer ce texte, et "**tous les projets du gouvernement en cas de blocage**".

Alors que la session ordinaire vient de débiter, **Jupiter surenchérit** : si une motion de censure était votée, **il ordonnera la dissolution de l'Assemblée nationale**. La macronie se moque du Parlement, à **quoi bon s'encombrer d'un vote démocratique lorsqu'on peut imposer ses projets par la force ?** Macron est prêt à tout pour mettre en marche sa **machine à fabriquer des pauvres : réforme de l'assurance-chômage, conditionnement du RSA, réforme des retraites...**

Après avoir **ignoré l'avis des syndicats et partenaires sociaux**, le **prince compte bien se passer de celui des député.es**. La menace d'une dissolution, **arme de dissuasion parlementaire**, est une nouvelle preuve du **mépris du gouvernement envers les institutions démocratiques**. Macron fait un aveu de faiblesse : **incapable de défendre ses projets antisociaux il tente de les imposer**.

LIQUIDATION DES DROITS DES CHÔMEURS

Lundi 3 octobre je défendais dans l'hémicycle la **motion de rejet** du groupe LFI-NUPES **contre la réforme de l'assurance-chômage (ici)**. Nous ne donnerons pas les **pleins pouvoirs au gouvernement** pour décider par décret la modulation de l'indemnisation en fonction de la conjoncture et la mise en place d'un mode de calcul injuste. **L'assurance-chômage est un droit pour tous, c'est le verrou de protection du salariat, il faut la défendre.**

DES NOUVELLES DE SCOPELEC



La semaine dernière, je rencontrais les salarié.es de **Scopelec**, sous-traitant d'Orange en passe d'être liquidé. **Lundi 26 septembre, le tribunal de commerce de Lyon a placé l'entreprise en redressement judiciaire.** Nouvelle échéance : Scopelec a jusqu'au **2 novembre** pour **présenter un plan ou trouver des repreneurs** et sauver ses 2500 emplois. **Le rachat de l'entreprise met en danger son modèle coopératif et participatif.** Orange est responsable du futur carnage social !

MARCHE DU 29 SEPTEMBRE



Toulouse - 29 septembre : Mobilisation aux côtés des **syndicats** avec mes collègues **député.es LFI-NUPES de la Haute-Garonne** pour la **revalorisation des salaires, des pensions et des bourses étudiantes.** La lutte continue : **rendez-vous à Paris le 16 octobre pour la marche contre la vie chère et l'inaction climatique !**

RIPOSTE



Hadrien Clouet 
@HadrienClouet

Le RN vrille dans l'hémicycle, car on insinuerait qu'ils déposent des amendements petainistes.
Grave erreur : on n'insinue pas, on affirme !
[#facho](#)

L'ASSEMBLÉE HORS LES MURS

LA DETTE DE L'UNÉDIC

ASSEMBLÉE NATIONALE		
16ème législature		
Question N° : 1708	De M. Hadrien Clouet (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Haute-Garonne)	Question écrite
Ministère interrogé > Travail, plein emploi et insertion	Ministère attributaire > Travail, plein emploi et insertion	
Rubrique > chômage	Tête d'analyse > Financiarisation de l'Unédic	Analyse > Financiarisation de l'Unédic.
Question publiée au JO le : 04/10/2022		

Le 4 octobre, je déposais une question écrite ([ici](#)) à **Olivier Dussopt**, ministre du Travail sur la **financiarisation de l'Unédic** organisme chargé de la **gestion de l'assurance-chômage**. Alors que les caisses de l'Unédic enregistrent un **excédent de 2,5 milliards d'euros** cette année, elle cumule près de **60 milliards d'euros de dette**. Cette dette est principalement **issue d'emprunts sur les marchés financiers**, par le biais de titres d'obligations détenus par des **investisseurs privés**. L'Unédic finance l'assurance-chômage, pourtant **l'Etat n'a aujourd'hui aucun moyen de savoir qui détient sa dette**, puisque rien n'oblige l'organisme à fournir une liste précise de ses investisseurs. **Le financement de l'Unédic est une question centrale dans le contexte actuel de réforme de l'assurance-chômage.**

REJOIGNEZ-NOUS

 hadrien.clouet@assemblee-nationale.fr

 facebook.com/HadrienClouet

 [@HadrienClouet](https://twitter.com/HadrienClouet)

 instagram.com/hadrienclouet